

TOUS DANS L'ACTION LE 21 MARS

Pour la reconquête industrielle et des services publics

La France a besoin d'une industrie et de services publics forts répondant aux besoins de la population et qui assurent un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social pour tous.

Il est **nécessaire et urgent** de réindustrialiser la France, de relocaliser des capacités de production d'objets durables, interconnectables et réparables. Pour la CGT, l'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transports, éducation, santé, logement, culture).

Il ne s'agit pas de tout fabriquer sur le territoire, car les échanges avec les autres pays sont nécessaires. Mais ils doivent s'équilibrer et ne pas laisser libre court au dumping social et environnemental.

«Pas d'Industrie sans Services Publics et pas de Services Publics sans Industries»

La fermeture de sites industriels, les délocalisations, le démantèlement des services publics, la précarisation voire l'ubérisation du travail dégradent considérablement la qualité de vie pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes, 1ères victimes du chômage et/ ou de la précarité.

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, de logement, etc.

Il faut des services publics forts dans tout le pays, pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire.

La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. Par exemple, le programme Airbus n'aurait pu voir le jour sans l'investissement de la puissance publique.



Le saviez-vous ?

- 1 emploi industriel représente 3 emplois induits (dans les services, le commerce et les services publics).
- Lorsqu'un emploi industriel est supprimé, c'est en réalité 4 emplois qui disparaissent dans les 5 ans.
- 30 ans : c'est le nombre d'années qu'il a fallu dans le bassin de Pompey pour créer le même nombre d'emplois qu'avant la fermeture de la SNAP.

Mardi 21 mars
Rassemblement départemental
à partir de 11h à Pompey
(Rue Quatre éléments)
Restauration sur place

Mardi 21 mars
Rassemblement régional
à partir de 14h à Metz
(Place de la République)
Départ de la manifestation à 15h

D'autres choix sont possibles, l'intervention des salariés est indispensable !

Nos propositions pour la reconquête industrielle :

- mener une politique industrielle ambitieuse implique aussi de développer les droits d'intervention des salariés dans l'ensemble des secteurs de l'économie et pas seulement dans l'industrie. Les salariés doivent bénéficier d'une représentation collective effective, quelle que soit la taille de l'entreprise. Les comités d'entreprise doivent avoir un droit de veto sur les plans de suppression d'emplois ;
- transformation des contrats précaires (CDD, intérimaires,...) en CDI pérennes dans l'entreprise ;
- augmentation des salaires et reconnaissance des qualifications et des diplômes ;



- réduction du temps de travail à 32 heures ;
- égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- relance de l'emploi par un plan d'investissements industriels, de sécurisation de l'emploi pour les salariés, de création d'emplois de qualité, de développement des services publics ;
- réglementation de la sous-traitance et institution d'une responsabilité sociale et stratégique des donneurs d'ordre à l'égard de leurs sous-traitants ;
- contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises, notamment à l'emploi et à l'investissement productif.

Mardi 21 mars
Rassemblement départemental à partir de 11h à Pompey (Rue Quatre éléments)
Restauration sur place

Mardi 21 mars
Rassemblement régional à partir de 14h à Metz (Place de la République)
Départ de la manifestation à 15h

La Meurthe & Moselle en lutte pour défendre et développer ses Industries et ses Services Publics

A Baccarat : la CGT de la cristallerie défend l'avenir industriel de l'entreprise et la création d'emploi pour transmettre les savoir-faires.

Dans tout le département : les agents des Fonctions Publiques sont en lutte contre la baisse des dotations, la réforme territoriale et ses mutualisations, la revalorisation des salaires insuffisante, la remise en cause des conquits sociaux.

A Pont à Mousson : la CGT de l'Usine St Gobain PAM lutte pour la relocalisation de certaines productions et le maintien de l'emploi.

Dans tout le département : les agents hospitaliers sont en lutte contre le déploiement des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), véritable danger pour les usagers et le personnel.

A Longwy : la CGT des émaux a mené une lutte gagnante pour sauver le site et ses emplois.

Dans tout le département : la FAPT CGT (Activités Postales) lutte contre la fermeture des bureaux de poste et l'amélioration des conditions de travail des agents.

A Batilly : la CGT Sovab lutte contre le «contrat d'activité durable» synonyme de bouleversement de l'organisation du travail et de remise en cause des droits.

Dans tout le département : la CGT des Industries électriques et gazières est en lutte pour les salaires et des garanties sur l'avenir des entreprises et des emplois dans la région Nancéienne.